

# LETTRE DE CONSULTATION

## I - PRESENTATION ET CONTEXTE :

L'ANCOLS est un établissement public administratif de l'État placé sous la double tutelle des ministres chargés du logement et de l'économie.

Elle a pour missions principales :

- Le contrôle et l'évaluation des personnes morales et personnes physiques définies à l'article L.342-2 - II du code de la construction et de l'habitation (CCH) intervenant dans le secteur du logement social et des bénéficiaires de la PEEC ;
- L'évaluation transversale du secteur du logement social par la réalisation d'études et la production de statistiques.

Ses missions et son organisation font l'objet des articles L.342-1 à L.342-21 et R.342-1 à R.342-48 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R2122-8 du code de la commande publique (modifié par le décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019) fixe le seuil en dessous duquel les marchés publics pourront être passés sans publicité ni mise en concurrence à 40 000 € HT. Cependant, en application des conditions générales de passation des marchés publics conclus par l'ANCOLS, adoptées par le conseil d'administration dans sa délibération n° 2024-01 du 31 janvier 2024, une consultation et une publicité du présent marché sont mis en œuvre.

## II - DESCRIPTION DU BESOIN :

### II.1 Objet de la consultation :

La présente consultation a pour objet la mise en œuvre d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la passation d'un marché public d'assurances pour l'Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS).

Les contrats en place actuellement concernent les risques suivants : dommage aux biens ; responsabilité civile ; véhicules à moteurs ; protection juridique ; protection fonctionnelle ; cyber-risques.

### II.2 Description des prestations attendues :

#### **-Accompagnement à la définition du besoin à satisfaire et réalisation de l'étude de marché :**

- identification, évaluation et inventaire des risques ;
- analyse de la situation d'assurances et des contrats en cours ;
- réalisation d'une étude de marché (candidats potentiels).

### **-Consultation des entreprises :**

- Détermination de la procédure adéquate à mettre en œuvre ;
- Préparation du planning de la consultation pour la mise en place des nouveaux marchés ;
- Elaboration du dossier de consultation des entreprises (le prestataire utilisera à cette fin les documents types fournis par l'ANCOLS) ;
- Création d'une grille d'analyse des offres ;
- Elaboration de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Suivi et réponses des demandes et questions complémentaires des candidats pendant le déroulement de la consultation.

### **-Analyse des offres et assistance à l'attribution des marchés :**

- Ouverture des plis ;
- Assistance à l'analyse des candidatures ;
- Analyse des offres par lot en fonction des critères de choix prévus au règlement de la consultation ;
- Organisation et participation à la négociation des offres et le cas échéant mise au point des marchés, dans l'hypothèse où cette possibilité est prévue dans le règlement de la consultation et en fonction des possibilités réglementaires en la matière ;
- Elaboration d'un rapport d'analyse des offres et présentation avec classement des offres lors de la commission d'attribution des marchés ;
- Vérification de l'adéquation des contrats d'assurance transmis par les assureurs.

### **-Accompagnement en cas d'une mise en concurrence infructueuse.**

#### II.3 Spécifications et caractéristiques :

Les marchés d'assurances actuellement en vigueur prennent fin au 31 décembre 2025.

L'objectif poursuivi par l'ANCOLS est une mise en concurrence des entreprises d'assurance avant l'été 2025 et une notification des marchés attribués permettant de ne pas avoir de période d'interruption.

### **III - DOSSIER A REMETTRE PAR LES CANDIDATS**

---

L'offre doit contenir les pièces suivantes :

1. Un devis détaillé (l'unité monétaire utilisée est l'euro. Les prix communiqués s'entendent hors taxes ; préciser le taux de TVA applicable).
2. Une note méthodologique présentant la réponse apportée aux prestations demandées et le planning de l'intervention ;
3. Une annexe comportant une présentation de l'équipe chargée du dossier, de leurs compétences et de leurs références ;
4. Un acte d'engagement (formulaire ATTRI1 - version du 1er avril 2019), complété de manière exhaustive et signé par une personne nommément désignée ayant capacité à engager le candidat. Le formulaire ATTRI1 est disponible en téléchargement gratuit sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marchés-publics>

Les offres devront être remises avant le **21/03/2025 à 18h00** sous forme électronique aux adresses mél suivantes : **SG\_DAF@ancols.fr ; quentin.hemmerstoffer@ancols.fr**

#### IV - CRITERES DE SELECTION DES OFFRES ET PONDERATION

---

Les critères retenus pour sélectionner les offres sont pondérés de la manière suivante :

1. **Le prix proposé :** .....30....%

L'analyse du critère « prix » est réalisée en comparant le prix renseigné à l'acte d'engagement.

L'offre la mieux-disante sera retenue comme offre de référence : il lui sera attribué la note maximum de 30 points.

La formule suivante est appliquée :  $[(\text{Prix le plus bas}) / (\text{Prix de l'offre à juger})] \times [30 \text{ pts}]$ .

2. **La qualité de l'offre :** .....70....%

La qualité sera appréciée selon les critères suivants :

	Description des critères qualité	Pondération en % (*)
<b>Critère 1</b>	Qualité et adéquation de la méthodologie proposée par rapport aux besoins de l'ANCOLS	<b>50 %</b>
<b>Critère 2</b>	Qualité du planning de la prestation et démonstration de la capacité à respecter les délais	<b>20 %</b>
<b>Critère 3</b>	Equipe affectée au projet : nombre d'intervenants, compétences attendues et adéquation des références par rapport aux besoins de l'ANCOLS	<b>30 %</b>

(\*) somme des % = 100%.

#### V – JUGEMENT DES OFFRES

---

A l'issue de l'analyse des offres la meilleure note globale obtenue permettra de désigner le candidat retenu. Dans le cas d'égalité de notes entre deux candidats, c'est l'offre qui aura obtenu la meilleure note sur le critère prix qui sera choisie.

#### VI - MODALITES D'EXECUTION

---

Un bon de commande est transmis par le département des affaires financières et des moyens généraux de l'ANCOLS par courriel au titulaire. Ce bon de commande indique notamment :

- le numéro du bon de commande,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- la désignation des fournitures et/ou prestations telles que prévues dans le devis du titulaire,
- la quantité commandée,
- le délai de livraison de la commande à compter de sa date de réception,
- le prix unitaire HT et TTC du bon de commande,

- le lieu de livraison.

Le titulaire est tenu de se conformer aux indications portées sur le bon de commande. Le titulaire supporte les frais induits par l'inobservation des indications portées sur le bon de commande.

## **VII - FACTURATION ET PAIEMENT :**

---

Le règlement sera effectué sur présentation de(s) (la) facture(s) par le titulaire de la commande.

Les factures sont adressées après admission en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- les noms et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le numéro et la date du bon de commande émis par l'ANCOLS,
- le prix HT de la prestation,
- le taux et le montant de la T.V.A,
- le prix total TTC,
- la date de la facturation.

La(es) facture(s) doivent obligatoirement être déposées sur la plateforme CHORUS PRO (procédure obligatoire depuis le 01/01/2019) : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La dépense est imputée sur les crédits inscrits au budget de l'Agence nationale de contrôle du logement social.

Le paiement du(es) bon(s) de commande ne peut se faire qu'après service fait.

Conformément aux règles de la comptabilité publique, les factures seront réglées par virement dans un délai de 30 jours à réception de facture.

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui est retenue.

A défaut de paiement dans le délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

## **VII - DISPOSITIONS GENERALES**

---

L'ANCOLS pourra librement négocier avec les candidats le prix et le contenu des offres.

L'ANCOLS se réserve le droit, à l'issue de la procédure, de ne pas donner suite à la présente consultation et de ne pas passer la commande au candidat dont l'offre a été retenue. Le candidat est informé que dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation, et cela même si la mise au point de son offre a nécessité la réalisation d'études complémentaires.